

Patrick Martin : « Certaines promesses n'ont pas été tenues »,

Dans un entretien au Parisien Dimanche, sur une double page, **Patrick Martin** signale que « les prélèvements sociaux et fiscaux vont bien augmenter de quelques milliards alors que nos entreprises sont déjà parmi les plus taxées au monde ». **Le président du Medef** vise en particulier « les impôts de production touchant près de 300 000 entreprises et la surtaxe d'IS ». A l'inverse, « il n'y a eu aucun effort sur les dépenses sociales, en pleine dérive ». Il estime qu'une baisse des aides aux entreprises en échange d'une diminution des impôts de production « apporterait lisibilité et simplicité, mais ça ne réglerait en rien le fait qu'à ce jour nos entreprises sont bien les plus taxées au monde ». Par ailleurs, « le taux de chômage des jeunes en France reste anormalement élevé, autour de 19 % », c'est pourquoi **le Medef** a « mis sur la table plusieurs pistes », comme le CDI jeunes auquel la **CGT** a réagi « violemment » pour susciter une polémique ». Patrick Martin ajoute que la fin de non-recevoir opposée par le gouvernement « est l'illustration que lorsqu'il y a des interférences politiques, le dialogue social est dénaturé ». Le président du Medef justifie son absence à la conférence Travail Emploi Retraites « car son objet nous paraît confus et politisé », mais « deux négociations sociales sont en cours : une sur l'assurance chômage, l'autre sur les contrats courts ». Il estime qu'un accord sur l'assurance chômage avant le 25 février risque d'être « compliqué » même s'il faut « de toute façon combler le déficit de l'assurance chômage en 2026 ». (*Le Parisien Dimanche, p.8, 9*)